

12 janvier 2017

**Les travailleurs discutent de l'entente  
de parrainage du fonds Bedrock pour acheter Stelco**

## **Les métallos défendent fermement leurs droits**



**Les travailleurs discutent de l'entente de parrainage du fonds Bedrock pour acheter Stelco**

- **Les métallos défendent fermement leurs droits**
- **Piquetage à la défense des emplois, des pensions et des avantages sociaux**

**Le besoin d'une nouvelle direction de l'économie**

- **Le modèle économique du Canada (Première partie)**

---

**Les travailleurs discutent de l'entente de parrainage du fonds  
Bedrock pour acheter Stelco**

## **Les métallos défendent fermement leurs droits**

Les métallos et les retraités de Stelco et leurs supporters ont tenu une importante discussion à Hamilton pendant la première semaine de la nouvelle année. Les métallos sont très préoccupés du fait que les attaques contre eux vont s'accroître. Face à ces menaces, plusieurs ont réaffirmé leur

détermination à défendre leurs droits et les droits de tous contre les attaques sur tous les fronts de la part des oligarques qui complotent contre eux. Ils ont déclaré avec passion que leur sécurité dépend de leur lutte à la défense des droits de tous.

Les métallos et les retraités font face à un assaut des oligarques des États-Unis, et de l'État canadien et des médias qu'ils ne contrôlent pas. Les travailleurs peuvent contrôler leurs propres organisations, leur pensée, leur voix et leurs actions avec analyse pour se défendre. Dans la lutte à la défense des droits, la question centrale est d'activer le facteur humain /conscience sociale d'une manière planifiée et organisée. Si l'on détourne son attention de ce que la classe ouvrière peut contrôler, alors l'énergie et le temps sont gaspillés dans des tentatives futiles pour influencer les oligarques et leur État afin qu'ils changent leur comportement plutôt que de se concentrer sur la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière pour défendre ses droits par des actions avec analyse, afin de devenir une puissante force consciente organisée qui refuse d'être privée de ses droits.

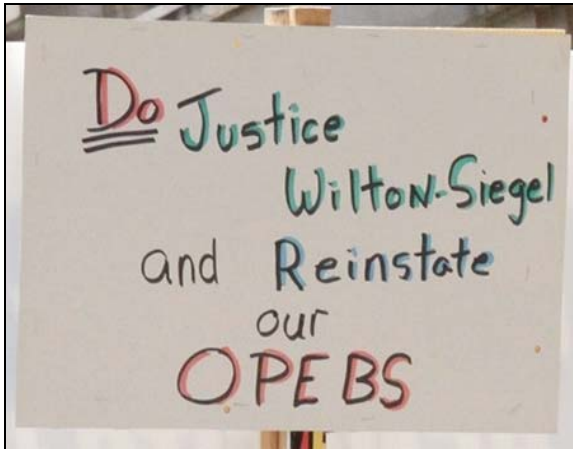


La classe ouvrière de Hamilton déclare d'une seule voix : « C'est inacceptable que les ententes qui ont été négociées en ce qui a trait aux salaires, aux avantages sociaux et aux pensions, en échange de la capacité de travailler des métallos de Stelco, ne soient pas respectées ! C'est inacceptable que les engagements pris envers les niveaux d'emploi et de production de Stelco nécessaires à la réalisation des obligations de l'entreprise et à la viabilité de l'économie canadienne ne soient pas respectés ! »

Les oligarques et leur État impérialiste peuvent bien s'époumoner, se lamenter et avoir recours à leurs apologistes dans les médias de masse pour répandre leur dogme antiouvrier, cela ne changera pas la réalité objective du XXI<sup>e</sup> siècle que les droits doivent être garantis. La classe ouvrière refuse d'accepter toute violation de ses droits et de sa dignité, et elle renforce ses organisations, son unité et sa voix pour mener une lutte déterminée.

### **Les oligarques n'ont pas changé et ne changeront pas leur façon de faire**

Les oligarques et leur État impérialiste sont convaincus que la seule façon de satisfaire leur objectif d'édification d'empire et de mettre la main sur la richesse sociale produite par les travailleurs est de priver la classe ouvrière de ce qui lui revient de droit. Les oligarques ne renonceront jamais à leurs convictions antiouvrières parce que leurs privilèges de classe et leurs empires sont basés sur leur idéologie antiouvrière et gouvernés par elle. La classe ouvrière ne peut que leur arracher de force un accord d'équilibre qui tempère leur objectif antisocial et leur impose de reconnaître que les travailleurs ne produiront la richesse sociale que dans une atmosphère d'équilibre dans la lutte de classe où leurs droits et leur dignité sont respectés. Cet équilibre ne peut être réalisé que si la classe ouvrière montre en pratique qu'elle a des institutions et une pensée indépendantes et est animée d'une détermination consciente à défendre ses droits sans défaillance.



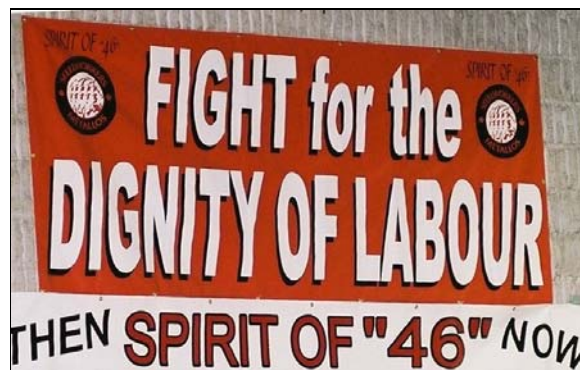
Les métallos ont discuté du fait que depuis l'approbation de l'Entente du plan de parrainage de Bedrock (PSA) du 15 décembre 2016, les oligarques et leur État continuent de refuser d'honorer leurs obligations envers les avantages sociaux à la retraite et les pensions ou de payer leurs taxes municipales. Bien que Stelco ait amassé 250 millions \$ de ses opérations même amputées, elle continue d'utiliser la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) comme une arme de l'État pour nier aux travailleurs leurs droits et attaquer les collectivités et l'économie canadiennes. Les

métallos de Stelco produisent une valeur énorme mais les oligarques qui sont en position de contrôle refusent de respecter leurs obligations, avec ou sans la PSA.

La PSA est une supercherie monstrueuse qui vise à abuser des crédules. Les nouveaux oligarques qui remplacent les anciens oligarques n'ont pas l'intention d'assumer les obligations sociales découlant des accords vieux de plusieurs décennies conclus avec les métallos en échange de leur capacité de travailler. Les métallos ont dénoncé la manoeuvre consistant à amener une autre bande d'oligarques américains pour siphonner la richesse sociale de Stelco vers New York et Miami. Même avec une production réduite suite à la destruction et la fuite de US Steel avec le carnet de commandes canadiennes, les métallos de Stelco produisent une valeur considérable. Stelco, soi-disant en faillite, n'a pas eu besoin de fonds provenant de l'extérieur pour soutenir ses opérations, pas même des débiteurs exploitants. Ce n'est pas de Bedrock que Stelco a besoin, ont dit les métallos, mais d'une nouvelle direction.

D'autres ont dénoncé la déclaration du président de Stelco, Mike McQuade, à l'effet que la PSA de Bedrock permettrait à Stelco « de sortir de la protection de la faillite en tant que producteur à faible coût ». Cette affirmation injurieuse est proférée par quelqu'un pour qui les vrais producteurs de la valeur sont un « coût ». Les « épargnes » provenant de la PSA dont parle McQuade seront faites aux dépens des travailleurs qui produisent la valeur et à même le refus de veiller à ce que la compagnie respecte ses obligations sociales envers non seulement les travailleurs et les retraités mais envers l'économie, la communauté et l'environnement tout entiers.

L'entente de Bedrock n'apporte rien à Hamilton. Elle doit être rejetée avec tout le mépris qu'elle mérite. En vertu de l'entente, on remet la richesse sociale à US Steel au nom d'un prêt frauduleux que la compagnie s'est fait à elle-même, pendant qu'on refuse de rembourser un prêt légitime de 150 millions \$ du gouvernement ontarien. En vertu de l'entente, on n'oblige pas US Steel à rendre des comptes de son refus d'honorer l'entente d'achat originale de Stelco selon laquelle la compagnie devait maintenir un certain niveau de production et d'emplois, et on ne demande pas justice ou réparation pour tous les lockouts et toute la destruction qui ont suivi.



Cette entente n'oblige pas US Steel à rendre des comptes de sa promesse brisée de financer pleinement les régimes de retraite avant la fin de l'année 2015.

Au contraire, cette entente cherche à couper les liens entre la production de l'acier et les régimes de

retraite existants et les accords ayant trait aux avantages sociaux en les faisant disparaître du bilan financier. De cette façon, les oligarques se lavent les mains de toutes leurs obligations envers les avantages sociaux et les régimes de retraite à prestations déterminées, anciens et nouveaux. Les métallos, anciens et nouveaux, sont censés partir à la dérive sans les régimes de retraite et les avantages sociaux pour lesquels ils se sont battus et qu'ils ont gagnés suite à leur grève historique de 1946 et à la consolidation subséquente de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos.

Cette entente ne tient pas la compagnie ou les oligarques responsables du nettoyage environnemental des terrains pollués mais en rend plutôt responsables les gouvernements provincial et municipal de même que les retraités en vertu d'un arrangement digne d'un scénario de vente de terrains marécageux en Floride par des agents d'immeuble malhonnêtes.

L'entente ne garantit pas des niveaux d'emploi et de production à Stelco mais indique clairement que les oligarques de Bedrock ne sont intéressés qu'à débarrasser Stelco de ses obligations sociales, à faire baisser les salaires et les avantages sociaux dans le but de transformer la compagnie à l'image du phantasme antiouvrier de McQuade d'un « producteur à faibles coûts » pour faire ensuite un gros coup d'argent.

Les détenteurs du Fonds de contrôle de Bedrock n'ont aucun intérêt à bâtir la capacité de production d'acier du Canada et pourraient même fermer les deux usines par un lockout et attendre le temps qu'il faut pour obtenir des concessions des métallos, comme l'ont fait les tristement célèbres impérialistes allemands de MANA. L'entente de Bedrock ne garantit même pas le remboursement des taxes municipales dues.

La PSA n'apporte rien à Hamilton. Au contraire, avec une production de l'acier et des revenus accrus aux usines de Hamilton et de Lake Erie dans le cadre d'une Stelco indépendante, la compagnie n'a pas du tout besoin d'oligarques. Ces derniers bloquent le revenu et la production et, comme US Steel et la bande d'escrocs du dernier recours à la protection de la faillite, ils ne peuvent que mener au désastre. Ils veulent voler toute la richesse pendant qu'ils attaquent les droits des métallos et des retraités pour ensuite déguerpier de Hamilton et de l'Ontario en laissant les travailleurs et les retraités sans emploi, sans régimes de retraite et sans avantages sociaux mais avec une facture énorme et la responsabilité de réparer cent ans de pollution sans aucun lien avec le revenu provenant de la production.



Les métallos et les retraités ont discuté de comment ils doivent continuer de mettre le plein poids de leurs organisations indépendantes derrière la lutte à la défense de leurs droits. Ils ont aussi exprimé leur détermination à approfondir la discussion dans la communauté sur la nécessité d'une nouvelle direction pour l'économie, laquelle exige un nouvel objectif qui sert le peuple et la société en opposition à l'objectif étroit des oligarques de consolider leur privilège de classe

et de cueillir pour eux-mêmes et pour leurs empires la richesse sociale que les travailleurs produisent.

À cet égard, les métallos ont discuté de la déclaration du Nouvel An du Centre ouvrier du PCC(M-L), *Faisons de 2017 une année de grand progrès pour le mouvement de la classe ouvrière*, en particulier de l'extrait suivant :

« Les oligarques mettent leurs intérêts privés étroits avant toute responsabilité sociale envers le bien-être du peuple et de la société. Les institutions créées par le gouvernement des lois ne

fonctionnent plus et au lieu de se renouveler pour mener à conclusion la bataille pour la démocratie, elles font place à un gouvernement des pouvoirs de police et voient les efforts du peuple pour affirmer ses droits et son bien-être comme des choses à éliminer, comme des entraves à leur enrichissement à partir de la valeur que les travailleurs produisent. Les oligarques voient le renouveau de la démocratie pour investir le peuple du pouvoir souverain comme une menace à leur pouvoir. Ils se servent de la richesse sociale et de la propriété sociale qu'ils contrôlent et du pouvoir de l'État pour priver la classe ouvrière de son droit de résoudre les problèmes du pays sur tous les fronts. Cela est particulièrement évident dans leur refus de moderniser les rapports dans les endroits de travail, de les faire correspondre au caractère socialisé de la grande production de biens et services et à la nécessité de travailler ensemble, en coopération, pour le plus grand bien de la société.

« Le cas de Stelco saute aux yeux comme un exemple d'obstructionnisme des oligarques et de leur négation du fait que l'économie a besoin d'une nouvelle direction. La seule raison pour laquelle les oligarques ont placé les aciéries Stelco sous la protection de faillite organisée par l'État était d'attaquer les droits des métallos, des employés à salaire et des communautés vivant de l'industrie de l'acier. La raison d'être du processus de faillite organisé par l'État est de priver les métallos de ce qui leur appartient de droit : leurs salaires, avantages sociaux et pensions, et de se soustraire à toute responsabilité envers la société et envers l'environnement naturel et social.

« Le processus de faillite n'aborde même pas la nécessité d'une nouvelle direction pour le secteur de l'acier ; il ne fait que changer un groupe d'oligarques par un autre, redistribuer la richesse sociale entre les plus puissants et voler la classe ouvrière. Il foule aux pieds les droits des travailleurs canadiens, leur économie, leurs communautés et leur société. Les aciéries Stelco ne sont pas en faillite ; les oligarques, leur pouvoir et leur État sont en faillite. Il est temps de donner à ce secteur une nouvelle direction.



« Les travailleurs canadiens en viennent à la conclusion que pour corriger la situation, ils doivent priver les oligarques dominants de leur pouvoir de priver les Canadiens de leur droit de décider et de contrôler leurs affaires, que ce soit au travail ou dans la société en général. Cela comprend d'abord et avant tout le droit de changer les rapports de production pour qu'ils correspondent au caractère socialisé de l'économie. Ceux qui produisent les biens et services doivent contrôler leurs secteurs et avoir le pouvoir de décider.

« Un changement de cette envergure dans les rapports de production passe par le renouvellement de la démocratie de manière à investir le peuple du pouvoir. Il faut une constitution moderne et des formes de gouvernance moderne pour que les travailleurs puissent exercer un contrôle sur leur économie et leur société, pour ne pas être privés de la valeur qu'ils produisent et du pouvoir de l'utiliser pour bâtir une économie qui suffit à ses besoins et qui se développe dans tous ses secteurs, dotée d'un but moderne, celui de garantir le bien-être et les droits du peuple et d'humaniser l'environnement social et naturel. »



# Piquetage à la défense des emplois, des pensions et des avantages sociaux



**Oakville**

**Vendredi 13 janvier à 10 heures**

**Rendez-vous au bureau de la section locale 1005, 350 avenue Kenilworth N. à Hamilton ou directement au Centre des conférences d'Oakville, 2515 Wycroft Rd.**

*Information: [uswa1005.ca](http://uswa1005.ca)*

La section locale 1005 du Syndicat des Métallos à Hamilton organise un piquet pour demander des comptes au gouvernement ontarien alors que la première ministre Kathleen Wynne prononce un discours devant la Chambre de commerce d'Oakville. Les métallos demandent au gouvernement provincial de prendre ses responsabilités en s'assurant que les régimes de retraite sont pleinement financés et que les avantages sociaux à la retraite qui ont été annulés par US Steel et le tribunal de la LACC sont restaurés.

Les travailleurs déclarent que le gouvernement provincial a permis à US Steel Canada (aujourd'hui Stelco) de violer son engagement légal de protéger les pensions des travailleurs et que le gouvernement doit maintenant s'assurer qu'elles sont protégées. Amenez vos drapeaux, vos pancartes et vos bannières!



---

## **Le besoin d'une nouvelle direction de l'économie** **Le modèle économique du Canada**

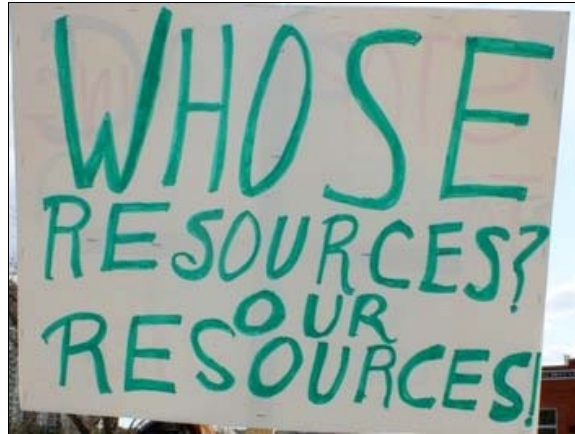
### **Première partie**

Certains membres de l'intelligentsia officielle du Canada expriment leur inquiétude face à la direction actuelle de l'économie. L'Institut international pour le développement durable (IIDD),

avec l'appui de la Ivey Foundation, a publié une étude des données de Statistique Canada qui indique que la dépendance à outrance de l'économie envers l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles n'est pas viable pour plusieurs raisons. Sans des investissements plus globaux dans tous les aspects d'une économie moderne, le niveau de vie, les possibilités d'emploi et même la valeur per capita provenant de l'extraction des ressources ne pourront que diminuer. Les investissements dans l'extraction et dans l'exportation des ressources ainsi que les investissements accrus prévus dans les oléoducs se font au détriment des investissements dans d'autres secteurs de l'économie et cela menace la durabilité de la direction actuelle. L'étude examine les données de Statistique Canada de l'année 1980 à l'année 2013.[1]

L'auteur principal du rapport, Robert Smith, est l'associé principal de l'IIDD et le directeur de Midsummer Analytics. M. Smith a oeuvré dans diverses fonctions en tant qu'analyste de la division de la comptabilité économique et environnementale de Statistique Canada et a été pendant dix ans directeur de la division des produits des comptes et de la statistique de l'environnement de Statistique Canada.

*Toutes les données et les citations utilisées dans l'analyse qui suit sont issues du rapport. Les termes et les classifications ont été modifiés conformément à la perspective moderne de la classe ouvrière et de sa politique économique centrée sur l'humain. La période examinée est celle entre 1980 et 2013.*



\*\*\*

La dépendance de l'économie envers l'exportation de matières premières et le secteur de la construction domiciliaire dans les principales villes est une source d'inquiétude et il est important d'en discuter à la lumière de la controverse touchant les investissements accrus dans les oléoducs, dans l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) et dans les mégaprojets tels le barrage Site C dans le nord de la Colombie-Britannique.



La production de la richesse sociale au Canada a augmenté de 1,68 % par année de 1980 à 2013, et cette croissance a été grandement concentrée dans l'industrie de l'extraction du pétrole et du gaz ainsi que dans la construction domiciliaire. Au cours de cette même période, la population canadienne est passée de 24 516 071 à 35 156 000, en grande partie dû à l'immigration. Cette croissance de la population a été une source de main-d'oeuvre pour l'expansion de l'extraction des ressources et pour la construction domiciliaire ainsi que d'un grand nombre d'acheteurs de ces maisons.

On estime à 0,93 % par année la réduction en termes de per capita réel de la richesse sociale potentielle provenant des ressources naturelles récupérables (combustibles fossiles, bois, minéraux) plus le revenu brut des terres agricoles au cours de la période étudiée, ce qui représente une réduction totale de 25 %. Depuis la fin de l'étude en 2013, on estime que la valeur nominale du

marché per capita des ressources naturelles récupérables a chuté d'un autre 75 % suite principalement à la chute des prix des matières premières et du pétrole en particulier. À moins que les prix de pétrole n'augmentent, cette perte en richesse sociale ne pourra jamais être retrouvée, selon l'étude, qui n'explore ni ne discute d'une nouvelle direction pour l'économie, libre de l'emprise impérialiste de l'oligarchie financière. Le manque à gagner en termes de revenus provenant de l'exportation représente en fait un déficit pour l'économie et de sa capacité d'acheter des importations, qui sont surtout des articles de consommation et de la machinerie lourde.

La richesse sociale produite, principalement en provenance du Département Un de l'économie, « a été l'élément positif ». Le Département Un comprend les moyens de production y compris tous les éléments nécessaires pour qu'il y ait production dans une économie socialisée. Il s'agit de la machinerie, des outils, des immeubles, du matériel, etc. Le Département Deux comprend les articles de consommation qui par définition ne sont pas utilisés dans la production d'autres biens et services.

Une économie moderne doit développer une relation harmonieuse entre les deux départements pour que l'économie fonctionne sans crise dans un environnement d'autosuffisance, d'indépendance et de contrôle souverain. Les économistes centrés sur le capital n'y voient aucun problème puisque les sections de l'économie en concurrence sont sous propriété et contrôle privés et qu'elles agissent en fonction de leurs propres intérêts privés. Les relations entre les deux départements sont impossibles à coordonner de façon scientifique sans que les producteurs de fait ne privent l'oligarchie financière de son pouvoir et de son contrôle privé. Comment harmoniser les relations entre les deux départements relève de la science et celle-ci devrait faire partie de la conscience collective des producteurs de fait et devrait être mise en oeuvre au sein d'un État moderne où la classe ouvrière contrôle la production et la distribution socialisées de la richesse sociale qu'elle produit.

Les économies qui se développent de façon inégale sont la norme dans le monde entier à quelques exceptions près, en particulier dans les pays opprimés d'Afrique, d'Amérique latine et les Caraïbes. La dépendance face aux départements Un ou Deux est perçue comme une arme entre les mains des impérialistes et de leurs oligopoles, une arme qui leur permet de contrôler un pays et de forcer l'économie de ce pays à servir les grandes puissances maîtresses et non le bien-être et la sécurité alimentaire de ses résidents, qui sert aussi à faire obstacle au développement de programmes sociaux et de services publics modernes.

Pour le système impérialiste d'États, le déséquilibre entre les deux départements dans un pays comme le Canada est perçu comme une occasion d'augmenter les importations de biens manufacturés, ce qui a mené à l'importation massive de biens de consommation au Canada par le biais d'oligopoles tels Wal-Mart ainsi qu'au

sous-développement relatif de l'industrie manufacturière dans toutes les régions. Lorsque le Département Un croît de façon significativement supérieure au Département Deux, comme cela se produit au Canada, il y a alors danger d'une chute des exportations ou encore de changements dans les prix du marché de ces exportations, ce qui s'est produit récemment. Un changement dans les prix d'articles de consommation importés peut aussi se produire suite à un nombre de facteurs y



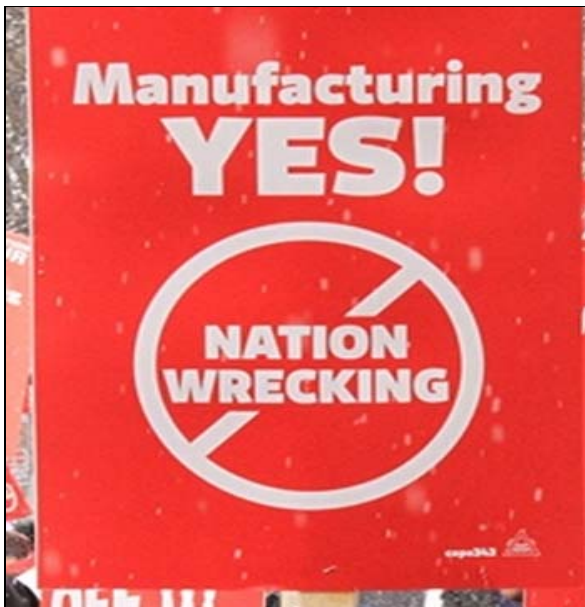


compris un changement dans la valeur relative du dollar canadien face aux autres devises. Un dollar canadien relativement faible face aux autres devises mène à une augmentation rapide du prix des aliments importés. Une économie inégale qui n'est pas diversifiée, comme celle du Canada en général et de régions comme l'Alberta en particulier, exacerbe le danger qui guette l'économie, rendant celle-ci plus vulnérable aux crises extrêmes, menant aux mises-à-pied et à la perte d'emplois.

Un grand nombre d'articles de consommation du Département Deux ne sont pas manufacturés au Canada mais sont plutôt achetés à l'étranger sur la base du revenu provenant des exportations du Département Un. Lorsque la demande et le revenu provenant de l'exportation du Département Un chutent, il en résulte le chômage ainsi qu'un manque de revenu permettant d'acheter les importations d'articles de consommation du Département Deux, lesquels sont produits dans d'autres économies.

Les auteurs du rapport font part d'autres inquiétudes face à l'importance excessive de la production et des exportations du Département Un. Cela comprend le réel épuisement physique des ressources, les changements apportés aux méthodes de production mondiales qui ne nécessitent plus autant de certaines ressources qu'avant, et les progrès scientifiques qui révèlent que certaines méthodes et certains éléments de la production sont nocifs à l'environnement naturel et aux humains. Il en a été ainsi avec l'amiante, par exemple, et de plus en plus avec le pétrole et le recours aux combustibles fossiles en général comme source de chaleur et d'énergie.

Une autre source d'inquiétude suite à l'importance excessive des exportations du Département Un et à l'absence d'indépendance et d'autosuffisance de la part de l'économie canadienne est la collusion et la rivalité au sein des oligopoles et des différentes sections de la classe capitaliste dominante qui cherchent le contrôle au sein du système impérialiste d'États. Prenons l'exemple de comment les impérialistes américains ont inondé les marchés mondiaux du pétrole produit en vertu d'une nouvelle technique, la fracturation hydraulique ou fracking, qui a ouvert de nouvelles zones d'exploitation non seulement aux États-Unis mais à l'échelle mondiale. Ce phénomène a fait chuter le prix du pétrole et a exacerbé la crise dans plusieurs pays et régions, y compris l'Alberta, Terre-Neuve et le Labrador. Cette crise a des répercussions dans tout le Canada et dans le monde entier.



Les auteurs du rapport expriment aussi leurs inquiétudes face non seulement au surinvestissement relatif dans le Département Un, mais face à l'épuisement physique per capita des ressources, ce qui veut dire que le revenu provenant de ce secteur ne pourra pas soutenir le niveau de vie actuel. Selon le rapport : « Ici aussi, il faut exprimer certaines inquiétudes face à la durabilité à long terme. D'une part, la production du Canada au sein du Département Un pour l'exportation -- généralement du matériel en tant que valeur d'usage dans la production d'autres biens et services -- va de pair avec la récupération en déclin des ressources naturelles et cette tendance s'accroît avec le temps. »

En 1980, l'industrie d'extraction du pétrole et du gaz représentait environ 9 % de la production du Département Un. En 2013, la part de cette industrie à elle seule avait augmenté jusqu'à près de 28 %. Au cours de cette période,

l'investissement dans l'infrastructure d'extraction du pétrole et du gaz représentait 33 % de toute croissance de la production.

Ce développement inégal de l'économie avec l'accent sur l'extraction des ressources et les exportations porte à réfléchir sur le fait que cette dépendance à outrance envers la production et les exportations du Département Un a rendu l'économie vulnérable aux conflits et aux crises mondiaux. On se soucie aussi de l'inégalité de la production au sein du Département Un lui-même. Le Canada compte sur l'extraction et l'exportation à faible valeur de matières premières tout en négligeant la production d'autres aspects du Département Un, en particulier la machinerie lourde onéreuse nécessaire à l'industrie minière moderne, à la production pétrolière, à la foresterie et à l'agriculture. La machinerie importée est omniprésente sur les sites de production canadiens, les Caterpillar, Kubota et les machines minières de lignite -- les Marietta Miners - qui servent à extraire la potasse.

### **Note**

1. Le rapport du IIDD est [disponible ici](#).

*(À suivre. Il faudra aussi davantage de discussion et de données au sujet de la dépendance à outrance du Canada sur les exportations du Département Un et des changements qui ont eu lieu au cours de la période de 1980 à 2013 et qui ont affecté les ressources naturelles récupérables per capita, les revenus au long de la vie des travailleurs, les investissements en éducation, etc.).*



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@pccml.ca](mailto:forumouvrier@pccml.ca)**